

Unité départementale du Clavados et de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70272
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 13/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

MONT BLANC SAS

2 rue Rex Combs
CHEF DU PONT
50480 SAINTE-MERE-EGLISE

Références : 2022-50-258
Code AIOT : 0005302864

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement MONT BLANC SAS implanté 2 rue Rex Combs CHEF DU PONT 50480 SAINTE-MERE-EGLISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action dite "coup de poing" portant sur la thématique des rejets en eau. Le présent rapport s'inscrit concerne la 1ère journée, le contrôle portant sur une période de 24h.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONT BLANC SAS
- 2 rue Rex Combs CHEF DU PONT 50480 SAINTE-MERE-EGLISE
- Code AIOT : 0005302864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mont-Blanc située à Sainte-Mère-Église est spécialisée dans la fabrication de desserts lactés stérilisés et de laits concentrés non sucrés stérilisés.

Les activités de la société sont autorisées par arrêté préfectoral du 17 octobre 2018 au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour une capacité de production de 246 tonnes de produits finis par jour.

Le site relève de la directive relative aux émissions polluantes, directive dite « IED », au titre de la rubrique 3642 (traitement et transformation de matières premières végétales ou animales en vue de la fabrication de produits alimentaires).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Contrôle de la qualité des effluents industriels en sortie de site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 26/10/2001, article 14.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une précédente inspection	Autre information
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements ont été constatés par rapport à des normes fixées antérieurement, à une époque où il s'agissait de limiter les flux apportées à une station communale classées sous la rubrique 2752 de la nomenclature des installations classées. Désormais, cette station d'épuration est entièrement dédiée aux rejets de 2 entreprises de l'agroalimentaire, et son classement relève de la rubrique 3710. Il est à préciser que le rejet final de cette station, dans le milieu naturel, s'est révélé le jour du contrôle, satisfaisant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Bien qu'inopiné, l'exploitant a su se rendre disponible pour le contrôle. Toutefois, l'exiguïté de la fosse maçonnée où devaient être implantés les matériels de mesure du laboratoire en charge du contrôle, n'a pas facilité la tâche du laborantin.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Le contrôles des effluents industriels, et leur autosurveillance, doit être transféré sur le site de l'ancienne station d'épuration communale où il sont traités, l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2018 régissant l'établissement, envisageant cette possibilité.

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2001, article 14.7
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : PH : 5,5 – 8,5 (9,5)
Constats : Les analyses du laboratoire ont révélé un pH de 9.8, un peu fort par rapport au 9.5 imposé par un arrêté municipal de 2001 autorisant le rejet dans le réseau d'assainissement communal de la ville

de Chef du Pont, auquel renvoie l'article 14.7 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2001, autorisant lui, l'établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Mont Blanc SAS doit informer l'inspection des installations classées, dans un délai inférieur à 1 mois, des dispositions qu'il compte mettre en place pour remédier à cette situation.

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le programme d'autosurveillance est confié à un tiers, exploitant de l'ancienne station d'épuration communale située à 500m de l'établissement, désormais dédiée à 2 entreprises de l'agroalimentaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Mont Blanc SAS doit informer l'inspection des installations classées, dans un délai inférieur à 1 mois, des dispositions qu'il compte mettre en place pour remédier à cette situation.

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Des dépassements ont été constatés par rapport à des normes fixées antérieurement, à une époque où il s'agissait de limiter les flux apportées à une station communale classées sous la rubrique 2752 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Le transfert des effluents industriels sur un site distinct, celui de l'ancienne station d'épuration communale située à 500m de l'établissement, désormais dédiée au traitement des eaux résiduaires de 2 entreprises de l'agro-alimentaire, nécessite une révision globale, tant des conditions de rejets de chaque industriel, que du partage des responsabilités de chacun, proportionnellement à la charge polluante qu'il apporte.

-----<<<<0>>>>-----